

# Compétence du CRDSC – Tribunal de protection



**Demandez des conseils dès le début** et consultez un avocat à tout moment lors du processus.

Trouvez des **représentants légaux** et des **avocats bénévoles** : [Représentants légaux du CRDSC](#).

**Athlètes** : [La Clinique La Solution Sport d'AthlètesCAN](#) peut vous aider à être représenté et à remplir les formulaires.

## ACRONYMES

### CCUMS :

[Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport](#)

### CRDSC :

[Centre de règlements des différents sportifs du Canada](#)

### PCSS :

[Programme canadien de sport sécuritaire](#)

Votre Organisme de sport (OS) a-t-il rendu une décision en vertu de ses Politiques de sport sécuritaire ?

OUI

Consultez les **Politiques de sport sécuritaire** de votre OS et vérifiez que les deux critères suivants sont remplis :

1. Les politiques de l'OS accordent un **droit d'appel au CRDSC**; et
2. Il existe une entente entre le CRDSC et l'OS pour la prestation de services d'arbitrage.

Pour toute question ou pour obtenir le bon formulaire de Demande, écrivez à [tribunal@crdsc-sdrcc.ca](mailto:tribunal@crdsc-sdrcc.ca).

**Date limite** : Vérifiez d'abord le délai pour déposer votre Demande de révision dans la Politique de sport sécuritaire de votre OS. Si la politique est silencieuse à ce propos, le **délai par défaut prévu par le CRDSC s'applique : 31 jours à compter de la date d'envoi de la décision.**

NON

Le Tribunal de protection peut réviser ou entendre les appels des décisions de l'OS **seulement** si la Politique de sport sécuritaire de l'OS vise des violations potentielles du CCUMS.

Si vous n'êtes pas dans cette situation, vous pouvez :

1. utiliser le **mécanisme d'appel interne** de votre OS, si applicable;
2. demander à votre OS de soumettre le cas au CRDSC; ou
3. vérifier si une politique ou une clause contractuelle **prévoit des appels au CRDSC**.

Pour toute question ou pour obtenir le bon formulaire, écrivez à [tribunal@crdsc-sdrcc.ca](mailto:tribunal@crdsc-sdrcc.ca).

OUI

Votre dossier concerne-t-il l'application du CCUMS et/ou du PCSS ?

NON

Le Tribunal de protection entend les dossiers concernant le **CCUMS/PCSS** seulement. Vérifiez les possibilités de faire appel auprès de votre Organisme de sport (OS) ou envoyez un courriel à [tribunal@crdsc-sdrcc.ca](mailto:tribunal@crdsc-sdrcc.ca) pour connaître les possibilités d'appel devant le CRDSC.

Avez-vous été impliqué(e) dans un processus du PCSS ?

NON

OUI

Êtes-vous la personne à l'origine du signalement ou la personne touchée ?

OUI

NON

Vous pouvez **seulement** faire une demande de révision pour :

- une décision relative à des violations et/ou des sanctions du CCUMS/PCSS (Avis de décision);
- une décision de mettre de côté l'enquête et d'en ordonner une nouvelle;
- un avis de préoccupation;
- une **résolution corrective**; ou
- une entente de **reconnaissance et d'acceptation** de la sanction.

Vous ne pouvez pas demander la révision d'autres décisions.

**Date limite** : Vous devez soumettre votre Demande de révision dans un délai de **21 jours à compter de la date à laquelle la décision vous a été transmise.**

Pour obtenir le bon formulaire, écrivez à [tribunal@crdsc-sdrcc.ca](mailto:tribunal@crdsc-sdrcc.ca).

Êtes-vous la partie intimée ?

NON

OUI

Vous pouvez **seulement** faire une demande de révision pour :

- une décision imposant des mesures provisoires ou leur inscription au registre public du PCSS;
- une décision relative à des violations et/ou des sanctions du CCUMS/PCSS (Avis de décision);
- une décision de mettre de côté l'enquête et d'en ordonner une nouvelle; ou
- un avis de préoccupation.

Vous ne pouvez pas demander la révision d'autres décisions.

**Date limite** : Vous devez soumettre votre Demande de révision dans un délai de **21 jours à compter de la date à laquelle la décision vous a été transmise.**

Pour obtenir le bon formulaire, écrivez à [tribunal@crdsc-sdrcc.ca](mailto:tribunal@crdsc-sdrcc.ca).

**Seule la personne à l'origine du signalement, la personne touchée ou la partie intimée** peut faire une demande de révision devant le Tribunal de protection. Les autres parties/personnes n'ont aucun droit de révision ou d'appel (voir les règles 12, 13 et 16 du **PCSS**).



**Ne manquez pas la date limite.** Si vous ne respectez pas la date limite prévue dans la politique interne de l'OS ou celle du CRDSC, vous risquez de perdre votre droit de faire appel.